

<http://www.snetap-fsu.fr/L-appel-du-17-juin.html>



L'appel du 17 juin

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : mercredi 23 juin 2010

Date de parution : 23 juin 2010

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



Appel du 17 juin des Personnels du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche

Nous,

Personnels des services du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche (de l'Enseignement Agricole Public ; des services déconcentrés : [DRAAF](#), ex-[DDAF](#), services vétérinaires ; de l'administration centrale ; des établissements publics des Haras, de l'Agence de Service et de Paiement, de FranceAgrimer, de l'[ONE](#), de l'AFSSA, de l'IFN...),

rassemblés à Paris à la Bourse du Travail ce 17 juin 2010, à l'appel de nos syndicats [FSU-CGT-SUD](#),



devant la surdité du Ministre et du gouvernement face à nos légitimes revendications :

L'appel du 17 juin

- l'arrêt des suppressions d'emplois et du recours à l'emploi précaire,
 - la résorption de la précarité,
 - la préservation et le renforcement de nos missions de service public,
 - l'amélioration de nos conditions de travail,
 - la revalorisation des salaires et la reconnaissance des qualifications,
- **Appelons l'ensemble de nos collègues** à nous rejoindre dans la mobilisation unitaire et interservices pour exiger :
 - **le retrait de la contre-réforme des retraites**, en nous joignant massivement aux manifestations du 24 juin et en contribuant dans la durée à la réussite des actions nécessaires du mois de septembre 2010,
 - **l'arrêt des suppressions d'emplois** (800 programmées au budget 2011 et plusieurs centaines d'autres pour 2012 comme pour 2013, sans parler des gels et des non remplacements des emplois vacants 2011 qui vont encore venir alourdir la note), en amplifiant les actions engagées jusque là.

Depuis 3 mois maintenant, ce sont déjà plus de 1000 agents, tous services confondus, qui ont interpellé leur Ministre de tutelle Bruno Le Maire et le gouvernement dont il est solidaire :

- le 2 mars en direct au Salon de l'Agriculture,
- en avril et mai avec l'occupation d'une dizaine de DRAAF sur tout le territoire national,
- et une nouvelle fois ce 17 juin avec l'envahissement et l'occupation de quatre bâtiments ministériels (les locaux du siège du Ministère à Varenne-Barbet de Jouy et à Vaugirard et des établissements publics des Haras Nationaux, de l'Agence de Service des Paiement et de FranceAgriMer) et une délégation reçue à France Info et à France Télévision.

Nous,

Personnels du [MAAP](#) et de ses établissements publics, en colère et déterminés, qui ne nous résignerons pas à cette liquidation des services publics que nous rendons au quotidien aux usagers dans un cadre laïc, gratuit et d'égalité de traitement,

- **Appelons « ceux qui disent stop ! » à poursuivre ce mouvement** et cela dans l'ensemble de nos secteurs, à l'image de celui de l'Enseignement Agricole Public, avec :
- **le boycott des fonctions de conseillers pédagogiques et de tuteurs** dans les conditions imposées actuellement, pour exiger une véritable formation au métier d'enseignant pour nos nouveaux collègues,
- **la grève de l'épreuve de contrôle du Bac Pro** le 6 juillet, véritable mascarade (un préavis de grève couvrant l'ensemble de la période des examens a d'ores et déjà été déposé).

Si le Ministre et son gouvernement devaient persister dans leur fin de non recevoir, avec un simulacre de groupes de travail sans réelle marge de négociations, et à ne pas décider l'arrêt des suppressions d'emplois, les agents et leurs organisations syndicales en tireraient alors toutes les conséquences.

Aussi, nous, Personnels mobilisés, réunis ce 17 juin, en présence de représentants des secrétariats généraux de la FSU et de l'UGFF-CGT,

- **Appellerons tous nos collègues à l'arrêt du fonctionnement de l'ensemble des services du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche** (grèves tournantes, débrayages, blocages...) avant le vote du budget triennal !
- **Appelons à l'extension et à la convergence de ce mouvement de résistance sans concession contre la casse de nos services publics**, et invitons nos organisations à faire des propositions en ce sens au niveau

interministériel, dans la mesure où pour nous, il est clair que ce qui est en train de se jouer sous nos yeux, c'est ni plus ni moins que **la destruction sciemment orchestrée de notre modèle social solidaire et humaniste hérité de la Libération.**

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » Lucie Aubrac

Paris, le 17 juin 2010